

L'agriculture de proximité à Lima, vers un système productif plus juste pour les producteurs et les consommateurs ?

H.Leloup, Doctorante en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne,
Prodig

Résumé :

Lima, la capitale politique et économique du Pérou, est une ville de plus de 9 millions d'habitants qui a su relever le défi de l'approvisionnement alimentaire : la ville se fournit en produits alimentaires à travers tout le pays, et n'a pas connu de crises aggravées depuis les années 1990. L'agriculture urbaine et périurbaine à Lima est une activité résiduelle, souvent confinée aux marges de la ville ou aux espaces délaissés par les autorités publiques. Concernant l'accès à l'alimentation l'agriculture urbaine est secondaire dans l'approvisionnement de la ville, mais elle peut jouer un rôle dans la mise en place d'un système alimentaire plus juste à la fois pour les consommateurs et les producteurs. La proximité de la ville offre l'opportunité de mettre en place des systèmes de production innovants, ainsi que des modes de commercialisation profitant à la fois aux producteurs et aux consommateurs à travers les circuits courts notamment. Cependant, l'accès à ces initiatives urbaines n'est pas ouvert à l'ensemble des acteurs. Plus que la situation géographique des producteurs, les liens entre producteurs et consommateurs sont surtout le résultat de la mise en place de réseaux faisant intervenir des acteurs extérieurs à l'activité agricole.

Mots-clés : Agriculture urbaine et périurbaine, Lima, circuits courts, systèmes alimentaires alternatifs.

Introduction

Alimenter la ville de Lima, capitale économique et politique du Pérou rassemblant plus de 9 millions d'habitants, est un enjeu primordial. Il s'agit d'organiser un

commerce de produits pondéreux et fragiles tout en assurant leur accès en quantité et qualité à une population aux revenus inégaux (Hattemer, 2012). Les Liméniens ont accès à des réseaux d'approvisionnement variés et adaptés à l'hétérogénéité de leur niveau de vie : supermarchés, marchés couverts de tailles variées, épiceries de quartier. L'alimentation et l'accès au marché alimentaire n'apparaissent pas dans les préoccupations des Liméniens selon le rapport annuel de « Lima como vamos » sur leurs besoins. D'autres problèmes tels que la sécurité ou la mobilité semblent prioritaires. Les taux de dénutrition sont beaucoup plus faibles à Lima et dans sa région que dans le reste du pays : en 2011, le taux de dénutrition chronique pour les enfants de moins de 5 ans s'élevait à 6,8% à Lima, à 10% dans les autres aires urbaines du Pérou et à 37% dans les zones rurales (Aldana, 2013). A l'échelle de la métropole, l'accès à l'alimentation est assuré, et le problème de la sécurité alimentaire ne se pose pas comme prioritaire. Cependant, Lima est une ville socialement très hétérogène, bien que les classes moyennes représentent environ 36% de la population totale (APEIM, 2012). L'offre alimentaire est inégale selon les quartiers, aussi bien en termes qualitatifs que quantitatifs (certains produits sont plus rares voire introuvables dans les quartiers populaires). L'inégalité d'accès à l'alimentation suit les inégalités sociales ; le problème peut alors se poser en termes de justice alimentaire. Ce concept englobe des enjeux de durabilité agricole, d'environnement, de santé publique, de nutrition, de classes etc. (Gottlieb et Joshi, 2010). Il s'agit d'un mouvement alternatif en émergence (Paddeu, 2012) qui « s'assure que les bénéfices et les risques des lieux, des produits, des moyens de production, du transport, de la distribution, de l'accès et de la consommation de la nourriture sont partagés équitablement » (Gottlieb et Joshi, 2010). La justice alimentaire correspond donc à la fois à la volonté d'une répartition plus équitable des produits en quantité mais aussi en qualité et peut donc être mobilisable dans le cas de Lima. En parallèle, les objectifs du concept sont aussi de réduire les inégalités de conditions de travail des agriculteurs et leur injuste rétribution (Lang et Heasman, 2004). Les militants de la justice alimentaire dénoncent le système alimentaire actuel et cherchent à créer des systèmes alternatifs, urbains notamment (Deverre et Lamine, 2010), pour

répondre à des enjeux de sécurité alimentaire. On considère souvent que l'agriculture urbaine et périurbaine porte intrinsèquement les bases de la justice alimentaire (Allen, 2010 ; Morgan, 2015). Ce rapprochement quasi systématique entre système agroalimentaire local et justice alimentaire a déjà été interrogé par un certain nombre d'auteurs (Allen, 2010 ; Warshawsky, 2014). Il apparaît que les initiatives en faveur d'une alimentation d'origine locale n'ont pas prouvé de manière significative leur capacité à provoquer des changements sociaux durables dans les zones urbaines souffrant d'inégalités sociales, raciales et spatiales. L'objet de cet article est de poursuivre et de nourrir cette réflexion en s'appuyant sur une métropole du Sud.

Le terme de justice peut être abordé sous des angles très larges. Pour cadrer notre propos, nous excluons de la réflexion les considérations globales de la justice alimentaire, pour nous centrer sur une approche plus locale d'une métropole latino-américaine. Il s'agit de vérifier les apports de l'agriculture urbaine et périurbaine dans l'approvisionnement des Liméniens, notamment en termes de justice. Permet-elle aux producteurs de dégager des rétributions plus justes grâce à une adaptation à la réalité urbaine, en termes de demandes et d'opportunités ? En parallèle, l'agriculture urbaine est-elle un moyen pour les populations pauvres de Lima de se fournir en aliments de qualité à moindre coût grâce aux circuits directs ? Enfin, l'agriculture urbaine et périurbaine créent de nouveaux espaces d'interface, des lieux de rencontre entre acteurs agricoles et urbains (Perrin et Soulard, 2014). Ces espaces sont-ils accessibles de façon homogène, pour les producteurs comme pour les consommateurs ?

La réflexion se fonde sur plusieurs enquêtes de terrains réalisées à Lima entre 2011 et 2014, auprès des agriculteurs et éleveurs des périphéries, mais également auprès de groupements fondateurs de jardins partagés au sein même du tissu urbain. Ces enquêtes ont été complétées par une série d'entretiens institutionnels auprès des municipalités des districts, d'organismes étatiques de soutien à l'agriculture, d'ONG et d'universitaires¹. Cet éventail d'enquêtes permet ainsi d'avoir une approche

¹ Au total, 4 séjours sur le terrain ont été réalisés, sur des temporalités variables, de 3 à 6 mois. Les allers-retours ont permis d'observer les évolutions des espaces agricoles et des stratégies des

englobante sur la place de l'agriculture dans la ville de Lima. Il concerne aussi bien l'agriculture urbaine que périurbaine, permettant ainsi de mieux définir les similitudes et disparités entre ces deux activités, et de déterminer les apports de chacune quant à la mise en place d'une plus grande justice alimentaire.

L'objet de cet article est d'analyser les liens entre les espaces productifs de la ville et les consommateurs, au prisme de la justice alimentaire. La première partie présente l'agriculture Liménienne et les difficultés rencontrées pour assurer sa légitimité dans la métropole péruvienne, malgré une situation privilégiée. Dans une deuxième partie, seront étudiés au contraire les espaces productifs ayant su tirer profit de la demande urbaine, en insistant sur le dynamisme de certains producteurs et sur leur capacité d'adaptation. La troisième partie évoquera l'organisation spatiale de la ville en rapport avec le système alimentaire local, les espaces productifs émergents et délaissés.

I. Une agriculture aux marges de la ville, en marge de la ville ?

L'activité agropastorale de Lima est aujourd'hui souvent restreinte aux quartiers périphériques, loin des centres et de la visibilité de tous. Cependant, la proximité directe d'un marché de 9 millions de consommateurs constitue une opportunité évidente pour les producteurs, à condition que ceux-ci parviennent à s'approprier les particularités de ce contexte original. Le lien entre proximité géographique et intégration à la ville n'est pas toujours évident, et peut être à la fois porteur de débouchés et de marginalisation de l'activité et de ses acteurs. A Lima, l'activité agropastorale, en plus d'être reléguée aux confins de la ville, n'est que très peu reconnue par les citoyens. Les agriculteurs et éleveurs rencontrent certaines difficultés à tirer profit de leur proximité à la ville. La marginalité peut donc se révéler double. Malgré cela, si on se penche sur des productions spécifiques, cette agriculture joue un rôle non négligeable dans l'approvisionnement de la ville.

producteurs, dans un contexte où les changements peuvent s'effectuer de manière très rapide, notamment en ce qui concerne les changements d'usage du sol, et donc le passage d'un terrain agricole à un terrain résidentiel.

1) Une agriculture aux mains de petits propriétaires

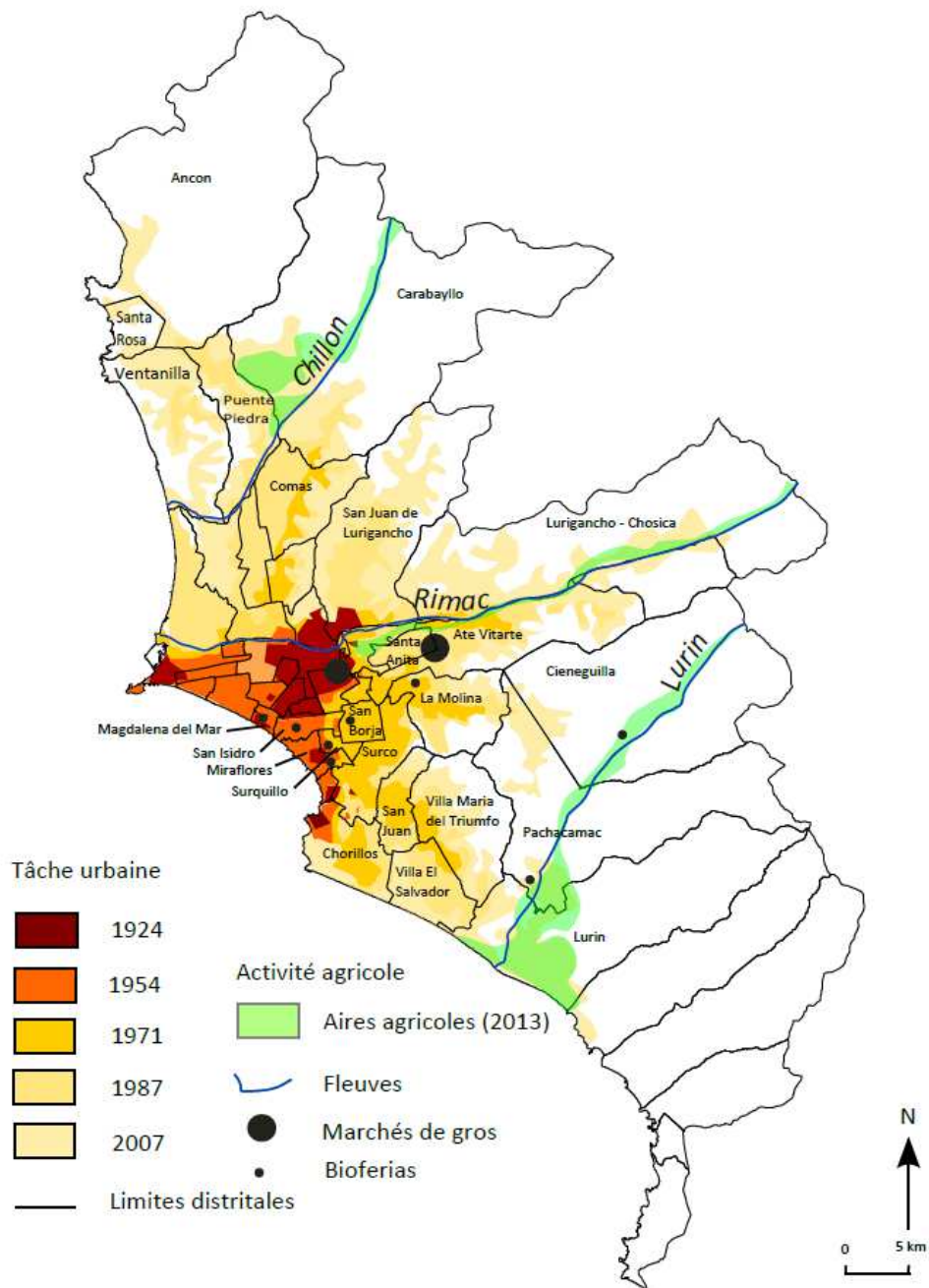
La grande majorité des parcelles comprises dans les limites de Lima sont héritées des anciennes haciendas qui entouraient la capitale à l'époque coloniale jusqu'au début des années 70. Dès cette époque, l'agriculture de Lima a été porteuse de logiques commerciales et non vivrières. Suite à la réforme agraire de 1969, fixant la limite supérieure de la taille des propriétés à 150ha sur la côte, les terres sont restituées à ceux qui la travaillent et les haciendas sont amenées à disparaître. On assiste ainsi au passage d'un système d'hacienda à l'atomisation des parcelles, entrecoupé d'une époque de gestion communautaire de la terre. Les exploitants à proximité de Lima se retrouvent dans les années 1980 à la tête de parcelles comprises entre 3 et 5 ha (Mesclier, 2000). Les terres cultivables reposent aujourd'hui sur des agriculteurs individuels, présentant un statut pouvant être assimilé à celui d'auto-entrepreneur (décision individuelle de la mise en production du terrain, du financement des campagnes et du réinvestissement des bénéfices engendrés par les campagnes précédentes). En éliminant le monopole de la terre comme source de rente, la réforme agraire a éliminé également les propriétaires terriens en tant que classe (Rémy, 1991). La réorganisation foncière a été très complexe (Mesclier, 2011), et la réforme de 1969 est porteuses de nombreuses limites, mais elle a contribué à créer un accès au foncier plus juste en libérant de nombreux travailleurs d'un système de domination archaïque (Valcárcel, 1995).

L'activité agro-pastorale concerne à Lima 8852 producteurs, auxquels s'ajoute une centaine de sociétés anonymes et entreprises, pour une surface approchant les 40 000 ha (INEI, 2012). Le recensement agraire indique que plus de 58% de ces producteurs travaillent des surfaces inférieures ou égales à 0,5 ha. Ces chiffres officiels entrent en contradiction avec les données récoltées sur le terrain, selon lesquelles la plupart des producteurs travaillent sur des parcelles généralement comprises entre 4 et 7 ha. Mais les surfaces travaillées ne correspondent pas forcément aux surfaces en possession, et souvent un seul agriculteur peut être en charge de plusieurs parcelles familiales, ou louer une parcelle adjacente à la sienne.

Les propriétés supérieures à 10 ha sont rares, et ne concernent que très peu de producteurs individuels mais plutôt des entreprises ou des associations de producteurs (INEI, 2012).

Les principaux acteurs de l'activité agricole à Lima sont donc les petits producteurs, qui basent la totalité de leurs revenus sur leur exploitation. L'enjeu de la justice alimentaire est ici d'assurer à ces acteurs des revenus justes, pour des conditions de travail acceptables.

Figure 1 : Des espaces agricoles à l'emprise spatiale limitée



Source : INEI, Minagri, images satellites, (Robert, 2013).

Réalisation : Leloup, 2015.

2) Une intensification des systèmes de production portée par la proximité urbaine

Depuis les années 1990, les cultures maraîchères sont majoritaires dans l'ensemble des vallées de Lima (Chillon, Rimac et Lurin) (Alternativa, 1993), combinées avec le maïs dur utilisé comme fourrage pour les élevages avicoles encerclant la capitale. L'adoption de ce type de culture fait apparaître des systèmes de production plus intensifs en travail et/ou en capital (Leloup, 2012). Les distances sont réduites depuis les lieux de production jusqu'aux marchés de destination, ce qui assure la fraîcheur des produits et présente un avantage pour les producteurs locaux par rapport aux exploitants des provinces. Les exploitations sont de type intensif avec des investissements importants, notamment en intrants. La production, mécanisée, est entièrement vouée à la vente. Comme pour la majorité des périphéries rurales des grandes villes, l'agriculture aux périphéries de Lima est indépendante des conditions naturelles et les exploitants « ne craignent pas de dépenser pour renverser l'ordre de la nature » (Philipponneau, 1956). Les plantes maraîchères présentent également l'atout de se développer sur des cycles courts, de l'ordre de 1 à 3 mois. Une récolte médiocre, dues à des prix bas ou des problèmes de ravageurs, pourra être compensée lors de la récolte suivante.

Malgré ces atouts, le poids des productions de l'agriculture périurbaine reste faible par rapport à l'ensemble des produits maraîchers transitant sur les marchés de gros (Anicama, 2010). Certaines cultures se détachent cependant, comme par exemple la coriandre pour laquelle plus de 68% de la production provient de Lima, ou encore le navet et la blette pour lesquels les proportions atteignent respectivement 67% et 56% (Minagri, 2013). Globalement, on observe que la métropole de Lima dans ses limites administratives présente un poids non négligeable dans la production de légumes feuilles et d'herbes aromatiques. On peut souligner également dans les périphéries une grande diversité des productions. En effet, on y cultive 31 des 37 principaux légumes vendus sur les marchés. C'est la seule région à connaître une telle variété. L'analyse des statistiques agraires laisse également apparaître que les rendements à l'hectare sont globalement plus élevés dans la région de Lima

métropolitaine que dans les autres zones de production, ce qui laisse sous-entendre des niveaux technologiques et d'intensification plus élevés que dans le reste du pays. La proximité de Lima et d'un marché conséquent permet donc aux agriculteurs de développer des systèmes de production rentables et surtout dynamiques. Notamment, les producteurs ont pu développer des systèmes intensifs valorisant au maximum la terre (Trivelli et Boucher, 2003), grâce auxquels ils peuvent cultiver un grand nombre d'espèces. La ville permet alors à des petits producteurs d'être plus compétitifs sur le marché et de pouvoir se maintenir dans le paysage agricole, aux côtés d'entreprises agroalimentaires fortement capitalistes.

3) Des contraintes à la commercialisation non résolues par la proximité de la ville

La grande majorité des produits cultivés en périphérie de Lima est destinée aux principaux marchés de gros de la ville : l'historique marché de *La Parada* au centre de la ville ou celui de Santa Anita qui répond à une politique de modernisation des marchés (Hattemer, 2012). Le schéma de commercialisation le plus fréquent est celui de la vente de la récolte sur la parcelle à un intermédiaire grossiste, qui se chargera de la revendre sur les marchés. A l'instar de ce que l'on observe dans les provinces de Lima, il s'est créé une relation de dépendance entre les producteurs et les commerçants, les grossistes finançant parfois une partie de la campagne agricole au travers de la fourniture d'intrants ou de semences (Bey, 1995). Les agriculteurs suivant ce circuit ne profitent donc pas de la proximité de la ville pour réaliser des économies sur le transport ou pour s'épargner le coût des marges des intermédiaires. Ce mode de commercialisation est largement dominant : une étude menée par l'agence agricole de Lurín signalait que 82% des producteurs de la vallée se référaient encore au système de vente sur la parcelle aux commerçants grossistes. Le rôle de ces intermédiaires peut paraître contraignant à première vue, mais les avis des producteurs diffèrent. Certains perçoivent ce système comme une aubaine leur permettant de se concentrer sur la seule production, et leur évitant des déplacements coûteux sur les marchés de gros. D'autres au contraire souhaiteraient éliminer cet

intermédiaire afin de capter une marge plus importante, et dénoncent l'opacité autour de l'accès aux marchés de gros (Bey, 1995; Huaman, 1999).

La question toujours actuelle de la commercialisation des produits agricoles met en évidence une intégration à la ville incomplète des producteurs des périphéries. Dans leur majorité, ils ne profitent pas intégralement des opportunités que leur offre leur situation périphérique, par la mise en place de circuits directs par exemple. Les modes de commercialisation dominants sont porteurs d'injustices, les grossistes percevant une marge importante sur les récoltes, et diminuant ainsi la valeur ajoutée perçue par les producteurs.

Depuis la mise en place de la réforme agraire et la fin du système des haciendas jusqu'à nos jours, l'environnement des producteurs de la ville s'est radicalement modifié, les systèmes d'exploitation ont été renouvelés et les producteurs font face à une urbanisation croissante de leur environnement. Les systèmes alimentaires locaux présentent de nombreux avantages, notamment en ce qui concerne la formation de prix susceptibles de satisfaire à la fois producteurs et consommateurs (Chiffolleau et Prevost, 2013). Dans le cas de Lima cependant, les productions locales ne sont pas porteuses d'une meilleure rétribution aux producteurs, et les produits se perdent dans la masse des arrivages sur le marché de gros. Les producteurs ont conscience de l'avantage dont ils disposent par rapport aux agriculteurs des provinces, et ont mis en place des systèmes de production adaptés à la demande urbaine. Cependant, la proximité entre lieux de production et lieux de consommation ne permet pas encore ni aux producteurs ni aux consommateurs d'avoir accès à des systèmes alimentaires plus justes. Au-delà de la seule situation géographique, une réelle organisation politique, pouvant émerger suite à des initiatives de la société civile, est nécessaire à la mise en place de circuits réellement plus justes.

II. Des initiatives portées par la demande urbaine favorisant un système alimentaire plus juste ?

Les modes de production des vallées agricoles liméniennes tendent à se transformer sous l'effet de la demande urbaine, pour répondre aux besoins variés des citadins, allant de la recherche d'une alimentation plus saine, à la création de liens avec les producteurs et à la mise en place d'espaces de loisirs. De nombreuses initiatives découlent du contexte urbain, et sont susceptibles de rééquilibrer les injustices du système en place, en particulier celles liées à une commercialisation indirecte.

1) Des circuits courts pour un contact renouvelé entre consommateurs et producteurs

La réduction du nombre d'intermédiaires, voire leur disparition, est souvent un objectif prioritaire des circuits courts. Les circuits conventionnels tels que ceux mis en place dans les périphéries de Lima laissent peu de pouvoir de négociation aux producteurs (Heinisch et al., 2015). Le rapprochement entre producteurs et consommateurs est un moyen de valoriser les faibles volumes d'une production diversifiée et de réduire ainsi les injustices alimentaires liées à la rémunération des producteurs. En parallèle, les consommateurs sont de plus en plus attentifs à la qualité des produits qu'ils achètent, aussi bien en ce qui concerne le produit en lui-même, que le processus de production ou le processus de distribution (Amemiya et al., 2008). Les producteurs cherchent à se différencier pour répondre aux attentes du consommateur. Ce phénomène se vérifie aussi à Lima, où la qualité de l'alimentation prend une place croissante dans les préoccupations des Liméniens. Depuis une dizaine d'année, en accord avec le véritable « boom de la gastronomie » qui traverse le pays depuis une dizaine d'année (Matta, 2010) les Liméniens sont à la recherche d'une alimentation plus saine. En effet, l'obésité est devenue récemment une préoccupation majeure, le taux d'adultes obèses ayant atteint 62% en 2012 à l'échelle du pays (Minsa, 2012).

Pour répondre à ce double objectif de réduction des injustices économiques et de différenciation des productions, se sont développées depuis le début des années 2000 des marchés de producteurs, appelés *bioferias*, proposant en vente directe des produits qualifiés d'« écologique ». Il s'agit en majorité de produit maraîchers issus d'une agriculture de proximité, certifiés biologiques seulement dans certains cas, mais répondant aux exigences de consommateurs à la recherche d'une alimentation saine, respectueuse de l'environnement et socialement responsable (entretien Silvia Wui et Gomez et Morales 2012). Ces expériences de vente directe sur les marchés de producteurs connaissent un succès grandissant. La première *feria* a été créé en 2002 à Miraflores, aujourd'hui on en compte 8 réparties sur divers districts de la ville (cf figure 1).

Les autorités locales ont un rôle variable dans la genèse de ces marchés. Le marché de Cieneguilla a ainsi été créé uniquement grâce à la persévérance d'un groupe restreint d'agriculteurs. Pourtant le soutien des politiques locales reste souvent essentiel au maintien des marchés sur le long terme. L'implantation des *ferias* nécessite l'accord des municipalités pour occuper l'espace public, un soutien financier, et parfois le prêt de matériel. Récemment, la *feria* du centre de Lima, inaugurée en juillet 2014, a été créée en partenariat avec un programme de la municipalité de Lima : « mi huerta » (« mon potager »). Cependant, le changement de gouvernement municipal a remis en question la pérennité de ce marché. En 2015, le programme « Mi huerta » n'ayant pas été poursuivi, le marché a été dissolu, malgré le succès qu'il connaissait auprès des consommateurs (selon les organisateurs).

Figure 2: Etal de la *bioferia* de Miraflores.



(Cliché H.Leloup, 2013)

On recense également des initiatives émanant d'agriculteurs vendant de manière directe leurs productions à des restaurateurs, à des commerces spécialisés dans la vente de produits écologiques ou à domicile. Dans ce cas également, les quartiers de Lima pouvant profiter de ces distributions sont restreints. Il s'agit des districts où l'on retrouve les restaurants les plus prestigieux de la ville, et une population nantie : Miraflores, San Isidro principalement, Surco et San Borja dans une moindre mesure. Ce sont les mêmes districts où ont lieu chaque semaine les *bioferias*.

Les *bioferias* appliquent des prix avantageux pour les producteurs, mais élevés pour les consommateurs, ce qui restreint l'accès à toutes les classes de population. Il en est de même pour les ventes à domicile. Les prix sont dans les deux cas supérieurs à ceux proposés dans les marchés couverts et dans la plupart des supermarchés. Ces nouveaux circuits commerciaux permettent donc d'offrir de nouvelles alternatives de consommations aux populations aisées, en leur proposant notamment un suivi plus précis de l'origine de leurs produits, mais une grande partie de la population reste en

dehors de ces espaces de consommation, du fait l'éloignement géographique ou de prix prohibitifs. La figure 1 illustre bien la concentration des *bioferias* dans un secteur limité de la ville, à hauteur du littoral central. Les districts situés au Nord de la ville ne sont pas concernés par l'implantation de tels marchés, et leurs habitants doivent effectuer des déplacements importants s'ils souhaitent s'y rendre.

Si les circuits courts participent à recréer de la justice pour les producteurs, en offrant des rémunérations plus justes, ils sont excluants pour les consommateurs les plus pauvres et ceux vivants en périphérie, loin du centre.

2) Les jardins agricoles, des espaces pourvoyeurs de sécurité alimentaire, créés par et pour les urbains

La croissance de Lima à partir des années 1940 et jusqu'à la dernière décennie s'est faite de manière accélérée et anarchique (Metzger et al., 2014). Comme au Caire, « le front urbain progresse régulièrement, formant une masse urbaine continue, avec peu d'espaces bâtis détachés et peu d'espaces libres à l'intérieur » (Tricaud, 1996). De nombreux quartiers de Lima souffrent donc d'un manque d'espaces verts publics et d'une densité de population élevée.

Pour y remédier, les habitants de ces quartiers s'attachent à verdir leur environnement, en mettant en culture des espaces interstitiels laissés vacants par les autorités publiques. Il s'agit bien souvent de plantes ornementales, participant à égayer le quartier, mais des jardins partagés ont également été créés, pour y pratiquer le maraîchage. De plus, ces jardins permettent aux habitants de produire pour leur propre consommation. Ils se sont construits principalement sur des terrains vagues, à caractère public, et souvent encombrés de gravats. Comme on peut le souligner dans d'autres villes du Sud (Poulot, 2013), l'agriculture est ici convoquée pour verdir la ville et « la rendre supportable ». A titre d'exemple, on peut citer le district de Comas qui enregistre en 1993 une densité de plus de 8000 habitants au km², et celui de Villa El Salvador qui compte plus de 7000 habitants au km² à la même époque (INEI, 1993). En 2012, ces chiffres ont connu une augmentation impressionnante : Comas et Villa El Salvador présentent des densités de

respectivement 10 723 hab/km² et 12 800 hab/km². La figure 3 donne un aperçu de l'environnement direct de ces jardins, encerclés d'habitations, ils constituent souvent les uniques espaces verts des quartiers.

Pour les habitants de ces quartiers modestes, issus ou non d'un plan d'aménagement, le jardinage apparaît comme un divertissement et non comme un moyen de subsistance. Les habitants évoquent le jardin comme un lieu attrayant du quartier, et considèrent qu'il contribue à réduire leur stress. Il est vecteur d'une certaine satisfaction personnelle, notamment du fait du travail mobilisé pour réhabiliter le terrain. L'agriculture s'est convertie en plaisir. La pratique du jardinage urbain est plutôt mixte, mais les projets sont avant tout portés par des femmes. L'activité devient une opportunité pour augmenter la quantité d'aliments à disposition des familles, tout en assurant un contrôle sur la qualité de ceux-ci (Smith et Trivelli Avila, 2001). En produisant leurs propres légumes, les familles réduisent leurs dépenses hebdomadaires. En cas de surplus, un gain fiduciaire peut être réalisé par la vente. Celle-ci se fait soit directement sur les parcelles, les habitants du quartier venant acheter des produits maraîchers en cas de besoin immédiat ; mais les agricultrices peuvent aussi se rendre sur les marchés locaux, improvisant des emplacements éphémères souvent à même le sol. Les agriculteurs comptent sur leurs réseaux personnels pour être reconnus auprès des populations en tant que producteurs locaux. L'activité agricole leur permet ainsi une meilleure intégration à la vie de quartier. Le réseau RAE (Red de Agricultores Ecologicos Peru, réseau des agricultures écologiques du Pérou), qui soutient la petite agriculture au Pérou à travers de pratiques respectueuses de l'environnement, souhaite également valoriser les productions issues de ces jardins partagés. Ainsi, de juillet à décembre 2014, les jardiniers de Comas ont pu vendre de façon hebdomadaire leur production sur la *bioferia* du centre.

Figure 3 : Jardin partagé de Comas



Au 1^{er} plan, ensemble de plante maraîchères : céleri branche, blette, fenouil. A l'arrière-plan, quartier résidentiel de Comas, périphérie Nord de Lima (Cliché H.Leloup, 2014)

Les jardins agricoles permettent ainsi à une population aux revenus limités d'avoir accès à des produits frais, variés, réputés de qualité et susceptibles d'être vendus sur les marchés de producteurs de la ville, qui s'adressent généralement à des populations de classes supérieures. Ainsi, les jardins communautaires participent d'une plus grande équité en ce qui concerne l'accès à des produits frais, en produisant pour les jardiniers d'une part, mais aussi pour les voisins directs. Les jardins urbains permettent ici de répondre à un double enjeu quantitatif et qualitatif : ils assurent à la fois une meilleure accessibilité aux aliments et une plus grande diversité alimentaire. On peut rattacher le cas Liménien à ce que l'on observe aux Etats-Unis et au Canada, où les jardins communautaires et collectifs connaissent un succès croissant. Créés principalement dans les quartiers pauvres des grandes villes, ils répondent à la fois à des problèmes de manque d'infrastructure de distribution de

produits frais mais jouent aussi un rôle important dans l'insertion sociale de populations marginalisées (Colasanti et al., 2012 ; Duchemin et al., 2010 ; LaCroix, 2010). Ainsi, les jardins urbains participent pleinement à la mise en place de systèmes alimentaires plus justes.

Ce phénomène illustre également la capacité des populations à prendre en main leur quotidien pour améliorer leur niveau et leur cadre de vie. Cette faculté peut être associée à l'histoire des quartiers, qui sont souvent le fruit de l'auto-construction (Wagner, 1988). Le développement de jardins communautaires entre donc en continuité avec l'implication des populations dans les projets urbains de leur quartier. La ville est potentiellement porteuse d'initiatives favorisant une agriculture qui rétribue mieux ses acteurs, en accord avec les demandes des populations urbaines. Ces initiatives émanent pour la plupart de la société civile, et l'Etat ou les politiques de la ville ne jouent qu'un rôle secondaire, de régularisation.

Cependant, il apparaît que ces initiatives ne sont pas ouvertes à tous, qu'il s'agisse des producteurs ou des consommateurs. Pour appréhender l'importance de telles initiatives dans le quotidien des Liméniens, il convient d'examiner les possibilités d'accès de ces circuits courts au plus grand nombre.

III. L'organisation des producteurs, une condition pour accéder au marché urbain

La situation marginale des espaces agricoles, qu'il s'agisse des parcelles à vocation commerciale des périphéries ou des jardins partagés, n'empêche pas les acteurs de mettre en place des initiatives originales et adaptées à leur environnement direct. Si elle est articulée correctement aux marchés de la ville, l'agriculture urbaine peut potentiellement offrir des rémunérations supérieures à celles de l'activité en milieu rural, car elle permet de s'affranchir des intermédiaires.

Mais l'accessibilité à ces réseaux reste limitée à une minorité. Ces nouvelles opportunités offertes par l'agriculture de proximité exacerbent les inégalités.

1) Une intégration des producteurs à la ville inégale selon les vallées

Les marchés de producteurs ou *bioferias*, aux places limitées, portent le risque de créer une agriculture à plusieurs vitesses : une première intégrée à la ville et profitant d'un soutien institutionnel, une autre continuant à emprunter des chemins plus classiques de commercialisation et exclue des aides techniques et/ou financières proposées par les institutions régionales ou les ONG.

Les demandes des producteurs pour accéder aux *bioferias* sont nombreuses. Les associations et organisations de producteurs sont avantagées, on ne retrouve en effet aucun agriculteur individuel sur ce type de marché. L'accès au marché pour les producteurs se fait au travers d'une institution, le RAE. Ce réseau est à l'origine des *bioferias*, et c'est ce même réseau qui sélectionne par la suite les producteurs. Il appuie surtout l'agriculture familiale de petite envergure, et n'apporte pas son soutien aux agriculteurs commerciaux des périphéries, que l'on a qualifié plus haut d'autoentrepreneurs, travaillant de manière individuelle sur des parcelles plus étendues. Ces agriculteurs ont su créer leurs propres circuits au cours du temps pour se fournir en intrants et en semences, pour engager des travailleurs journaliers, mais aussi pour la commercialisation de leurs récoltes. Ils sont donc en contact avec une multitude d'acteurs en amont et en aval de la production, mais très peu avec d'autres agriculteurs. Ce manque de contacts peut provoquer des difficultés, telle que la surreprésentation d'une culture sur les marchés entraînant la chute des prix de celle-ci.

Cette tendance à l'isolement est cependant à nuancer. Dans la vallée du Lurín, des groupements d'agriculteurs se sont formés. Leur objectif est double. En s'associant, les producteurs cherchent à mieux s'organiser entre eux, pour que les productions soient réparties de façon optimale entre les exploitations et dans le temps. Le second objectif des groupements est de permettre aux producteurs de s'allier pour répondre aux pressions foncières qu'ils subissent du fait de la croissance de Lima. Ainsi, ils souhaitent représenter un poids dans les politiques des municipalités. En effet, bien que la vente de terrain s'avère très rentable dans le contexte actuel, des producteurs persistent et n'ont pas pour projet immédiat la vente de leur parcelle. Ces

groupements ont pu voir le jour grâce à la volonté des producteurs, mais aussi grâce au soutien d'institutions locales telle que la chambre agraire de la vallée de Lurin ou encore la commission d'irrigateurs de la vallée. D'autres acteurs sont présents dans la zone, dans le but de valoriser l'agriculture locale et de conserver « la dernière vallée verte de Lima ». Par conséquent, le réseau RAE se tourne en priorité vers ces groupements, préalablement organisés. Il en va de même pour les ONG qui ont plus de facilités à mettre en place des ateliers de formation dans des contextes où les agriculteurs sont déjà réunis.

La zone Sud de la ville cumule les avantages par rapport aux autres vallées. Elle concentre la plus grande part des terrains agricoles de la ville et compte une population aisée et impliquée dans la conservation de la vallée. Ainsi, un ensemble d'acteurs soutient les agriculteurs : les associations et ONG qui luttent contre l'urbanisation illégale mais aussi les habitants eux-mêmes qui apprécient le paysage champêtre créé par les parcelles en exploitation. Les producteurs ont plus facilement accès à des appuis techniques pour former des groupements. Ces organisations en groupement facilitent par la suite l'accès aux circuits directs. Au contraire, les producteurs des vallées du Nord et de l'Est semblent moins intégrés aux logiques de la ville et pèsent moins face à l'urbanisation, notamment illégale.

2) Des opportunités nouvelles pour des territoires agricoles auparavant isolés.

La ville exerce son influence au-delà des périphéries administratives de la métropole ; les territoires des provinces voisines connaissent eux aussi des transformations du fait de la proximité du marché urbain. Spéculation foncière, échanges renforcés entre la ville et les provinces limitrophes, élargissement du marché, sont quelques exemples de ces nouveaux échanges entre Lima et sa proche campagne.

Le phénomène d'extension des zones urbaines toujours plus loin dans les périphéries s'est accompagné d'un élargissement de l'aire d'influence de l'agglomération. D'une part, la spéculation sur les terrains agricoles touche les vallées plus éloignées : Huarochiri, Huaral ou encore Cañete. En effet, beaucoup des producteurs interrogés dans les périphéries proches de Lima ont fait part de leur projet futur de vendre leur

terrain afin de racheter une nouvelle parcelle dans ces provinces. Du fait de la croissance urbaine, les prix des terrains qu'ils cultivent aujourd'hui ont fortement augmenté, pouvant dépasser les 100 \$ au m². La vente d'un terrain de plusieurs hectares dans les périphéries peut permettre l'achat d'un terrain bien plus conséquent à Huaral ou Huarochiri. Les relations peuvent être fortes entre les périphéries et ces régions adjacentes, et les liens plus directs et nombreux qu'entre les périphéries et le reste de la ville (Calderón, 2009). Ces relations renforcées peuvent se vérifier au travers de la connaissance qu'ont les producteurs de ces espaces. Les producteurs des périphéries se rendent davantage dans les régions voisines qu'au centre de Lima et considèrent ces zones comme des pôles d'attraction, et plus particulièrement des zones potentielles d'emplois. En parallèle, les centres qui se sont développés dans les périphéries attirent les populations des régions voisines. C'est le cas par exemple du km 22 à Carabayllo ou du croisement entre la panaméricaine et l'avenue Tomas Valle à Lurin. Ces deux lieux sont devenus des centralités locales, notamment pour les activités agricoles et d'élevage car on y retrouve des boutiques spécialisées dans la vente d'intrants et de produits vétérinaires, les chambres agraires ou encore les locaux des groupements d'irrigateurs. Ils attirent à la fois les producteurs de Lima et ceux de régions plus éloignées. Ces producteurs, autrefois excentrés des pôles agricoles, profitent de l'avancée de la ville pour réduire les déséquilibres face aux producteurs liméniens et créer un environnement agricole plus juste.

En parallèle des productions avant tout maraîchères que l'on retrouve à Lima, les provinces alentours sont davantage spécialisées dans les productions fruitières (les productions de fraises, mandarines ou encore de pommes sont significatives par rapport au reste du pays). A l'instar de ce que l'on observe dans la métropole, les rendements à l'hectare sont en tendance plus élevés que dans les autres provinces (Minagri, 2013), laissant présager une intensification des exploitations et un niveau technique plus élevé, peut-être en raison de la proximité de la capitale.

Enfin, les producteurs de ces provinces peuvent eux-aussi alimenter les nouvelles *ferias* de Lima. En effet, les producteurs de ces marchés sont pour certains originaires

de Huarochiri et de Cañete, ce qui témoigne du développement d'une nouvelle proximité entre ces provinces et la capitale. Les dynamiques de la capitale permettent donc aux provinces voisines de développer de nouveaux systèmes de production et de les rendre davantage compétitives.

De telles observations mettent en évidence l'ambivalence de l'intégration des producteurs à la ville : les producteurs des périphéries proches peuvent être exclus des nouveaux marchés alors que s'y intègrent des producteurs plus lointains. Une fois de plus, c'est avant tout l'organisation des producteurs qui détermine la mise en place de systèmes de production plus justes pour les producteurs comme pour les consommateurs.

Conclusion

L'objectif de cet article était de démontrer que l'agriculture urbaine et périurbaine pouvait permettre un accès plus juste à l'alimentation. Ce rôle est rempli partiellement, dans la mesure où se développent des initiatives de vente directe, permettant aux consommateurs d'élargir leurs choix alimentaires via les *bioferias* notamment. Mais l'offre n'est pas répartie de manière homogène sur l'ensemble du territoire liménien et de nombreux quartiers de la ville ne sont pas pourvus de ce nouveau type d'infrastructure. Si des alternatives existent, notamment au travers des jardins communautaires, celles-ci restent limitées. De plus, la grande majorité des producteurs de la ville n'ont pas accès aux marchés de vente directe. En effet, le marché urbain via les circuits courts bénéficie avant tout aux producteurs organisés. Le réseau RAE joue à Lima un rôle d'intermédiaire clé dans la mise en relation des petits producteurs et des citoyens aisés de la capitale. A l'instar de ce qu'on observe dans les espaces ruraux des Andes, ce sont des « alliances multi-acteurs locaux », au cœur desquelles se trouvent les paysans, qui permettent la mise en place et le développement de circuits courts (Heinisch et al., 2015). Dans les pays du Nord aussi, ce fonctionnement en réseau est gage de réussite des systèmes de circuits courts (Hochedez, 2008). Lima, à l'instar de nombreuses villes de pays du Nord et

notamment françaises², renouvelle ses liens entre espaces de consommation et les territoires qui les approvisionnent, créant ainsi de nouveaux espaces de concertation (Chiffolleau et Prevost, 2013).

L'impact de ces initiatives urbaines et de l'organisation des producteurs apparaît cependant limité pour le moment. Bien des producteurs restent en dehors de ces circuits et sont confrontés à une dégradation de leur environnement de production. Les circuits courts, aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, présentent pour le moment des résultats modestes en ce qui concerne le soutien aux producteurs et l'accès aux populations les plus défavorisées (Mundler, 2013). Les systèmes mis en place par la proximité de la ville ne sont pas à la portée de tous. A Lima, les besoins en espaces constructibles restent importants, car la ville continue de s'étaler du fait de la croissance naturelle de la population. Le rôle des espaces agricoles à Lima est encore incertain, entre réserve foncière destinée à accueillir l'expansion urbaine comme on l'observe souvent dans les villes du Sud (Dabat et al., 2006) et bien commun capable de générer de la justice alimentaire.

A propos de l'auteur : H.Leloup, Doctorante en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Prodig

Pour citer cet article : « L'agriculture de proximité à Lima, vers un système productif plus juste pour les producteurs et les consommateurs ? » *justice spatiale | spatial justice*, n°9, Janvier 2016, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

ALDANA Ursula, 2013, « La desnutrición crónica en Lima Metropolitana », *Revista Argumentos*, Edición n°1.

ALLEN Patricia, " Realizing justice in local food systems ", *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 3, n° 2, 295-308, 2010.

² L'association « Terres en ville » propose de nombreux exemples à travers des travaux disponibles sur le site www.terresenville.org

ALTERNATIVA, *Carabayllo rural, tierra, agua y vida*, Alternativa Centro de Investigacion Social y Educacion Popular, 1993.

AMEMIYA Hiroko, BENEZECH Danièle, RENAULT Michèm, " Les circuits courts : Un « monde de commercialisation » interpersonnel ? ", dans *Les circuits courts alimentaires*, dirigé par Guy Maréchal, 113–123. Paris : Educagri, 2008.

ANICAMA Daniel, *Vulnerabilidad en el abastecimiento de alimentos en Lima Metropolitana*, EAP Geografia, UNMSM, 2010.

APEIM, *Niveles Socioeconomicos 2012. Total Peru urbano y Lima metropolitana*, APEIM, 2012.

BEY Marguerite, " Production paysanne et approvisionnement de Lima " dans *Nourrir les métropoles d'Amérique Latine : approvisionnement et distribution*, édité par Denise Douzant-Rozenfeld. Paris : L'harmattan, 1995.

CALDERÓN Julio, " La producción de la ciudad formal et informal ", dans *Foro Urbano: Los nuevos rostros de la ciudad de Lima*, Colegio de Sociologos del Peru, 17-30, 2009.

CHIFFOLEAU Yuna, PREVOST Benoît, " Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires ", *Norôis*, vol. 224, n° 3, 7-20, 2013.

COLASANTI Kathryn J. A., HAMM Michael W., LITJENS Charlotte M., « The City as an "Agricultural Powerhouse"? Perspectives on Expanding Urban Agriculture from Detroit, Michigan », *Urban Geography*, vol. 33, n° 3, 348-369, 2012.

DABAT Marie-Hélène, AUBRY Christine, RAMAMONJISOA Josélyne, « Agriculture urbaine et gestion durable de l'espace à Antananarivo », *Économie rurale*, vol. 294, n° 4, 57-73, 2006.

DEVERRE Christian, LAMINE Claire, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, n° 317, 57-73, 2010.

DUCHEMIN Eric, WEGMULLER Fabien, LEGAULT Anne-Marie, « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 10, n° 2, 2010.

GOMEZ Rosario, MORALES Manuel, *La agricultura organica: los beneficios de un sistema de produccion sostenible. Documento de discusion*, Centro de Inversigacion de la Universidad del Pacifico, 2012.

GOTTLIEB Robert, JOSHI Anupama, *Food justice*, MIT Press, 2010.

HATTEMER Cyriaque, *La Parada de Lima. Risques et incertitudes autour d'un marché de gros*, Mémoire de master 2, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2012.

HEINISCH Claire, GASSELIN Pierre, DURAND Guy, « Circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne », *Économie rurale*, vol. 343, n° 5, 71-86., 2015.

HOCHEDEZ Camille, « Le bonheur est dans le panier », *Géocarrefour*, vol. 2008, n° 83, 225-233, 2008.

- HUAMAN Martha**, « Competitividad de la pequeña agricultura en una economía de mercado » dans *Perú, el problema agrario en debate Sepia VII*, 169-211, Lima :Sepia, 1997.
- INEI**, *IV Censo agropecuario*, INEI, 2012,
- INEI**, *III Censo agropecuario*, INEI, 1993.
- LACROIX Catherine J.**, « Urban Agriculture and Other Green Uses: Remaking the Shrinking City », *The Urban Lawyer*, vol. 42, n° 2, 225-285, 2010.
- LANG Tim, HEASMAN Michael**, *Food wars: the global battle for mouths, minds and markets*, Earthscan, 2004.
- LELOUP Héloïse**, *Rentabilité de l'agriculture familiale en périphérie de Lima. Analyse de la compétitivité des exploitations de Carabayllo.*, Mémoire de master 2, Université Paris 7 Denis Diderot, 2012.
- MATTA Raúl**, « La construction sociale de la cuisine péruvienne », *Hommes & Migrations*, n° 1, 96-107, 2010.
- MESCLIER Évelyne**, « La participation des bénéficiaires de la réforme agraire à la production de l'espace agricole péruvien : une dynamique remise en cause par le libéralisme ? », *Problèmes d'Amérique latine*, n°79, 35-54, 2011.
- MESCLIER Evelyne**, « Trente ans après la réforme agraire péruvienne: le discours des investisseurs contre la voie paysanne », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 38, 117-141, 2000.
- METZGER Pascale, GLUSKI Pauline, ROBERT Jérémy, SIERRA Alexis**, *Atlas problématique d'une métropole vulnérable : inégalités urbaines à Lima et Callao*, Prodig, 2014.
- MINAGRI**, *Produccion hortifruticola 2013*, Minagri, 2013.
- MINSA**, *Un gordo problema: sobrepeso y obesidad en el Peru*, Minsa (Ministerio de Salud), 2012.
- MORGAN Kevin**, « Nourishing the city: The rise of the urban food question in the Global North », *Urban Studies*, vol. 52, n° 8, 1379-1394, 2015.
- MUNDLER Patrick**, « Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? », *Économie rurale*, n° 336, n° 4, 3-19, 2013.
- PADDEU Flaminia**, « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise: la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol 12, n°2, 2012.
- PERRIN Coline, SOULARD Christophe-Toussaint**, « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan », *Géocarrefour*, Vol. 89, n° 1, 125-134., 2014.
- PHILIPPONNEAU Michel**, *La vie rurale de la banlieue parisienne*, Colin, 1956.
- POULOT Monique**, « Agriculture dans la ville, agriculture pour la ville: acteurs, pratiques et enjeux », *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 90, n° 3, 276-285, 2013.
- REMY Maria**, « Acteurs et politiques dans l'agriculture péruvienne », *Revue Tiers Monde*, Vol. 32, n°128, 771-789, 1991.
- ROBERT Jérémy**, « Crises passées, crises à venir: un regard sur la ville de Lima », *Urbanités*, n° 2, 2013.

SMITH Stephen Michael, TRIVELLI Carolina, *El consumo urbano de los alimentos andinos tradicionales*, Inst. de Estudios Peruanos, 2001.

TRICAUD Pierre-Marie, *Ville et nature dans les agglomérations d'Afrique et d'Asie*, Éd. du GRET, 1996.

TRIVELLI Carolina, BOUCHER Steve, « Cambios en la pequeña agricultura del valle de Huaral », *IEP*, n° 50, 29-37, 2003.

VALCÁRCEL Marcel, « Sociedad rural y agricultura en el Perú (1950-1994) » dans *El Peru frente al siglo XXI*, édité par Gonzalo Portocarrero Marcel Valcárcel, 202-239. Departamento de Economía - Pontificia Universidad Católica del Perú, 1995.

WAGNER Anna, « L'invasion, principale filière populaire de production foncière et immobilières à Lima », *Revue Tiers Monde*, vol. 29, n° 116, 1055-1066, 1988.

WARSHAWSKY Daniel Novik, « Civil society and urban food insecurity: analyzing the roles of local food organizations in Johannesburg », *Urban Geography*, vol. 35, n° 1, 109-132, 2014.